

JUILLET 2025

1	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	<i>Objet du marché</i>	4
1.2	<i>Décomposition en tranches et lots</i>	4
1.3	<i>Durée du marché</i>	4
1.4	<i>Forme du marché.....</i>	4
1.5	<i>Dispositions relatives à la sous-traitance</i>	4
1.6	<i>Prestations similaires.....</i>	5
2	INTERVENANTS	5
2.1	<i>Conduite d'opération</i>	5
2.2	<i>GROUPEMENT chargé de LA CONCETION REALISATION</i>	5
2.3	<i>Coordination - sécurité</i>	5
2.4	<i>Assistant à maîtrise d'ouvrage</i>	5
2.5	<i>COORDONNATEUR SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (CSSI).....</i>	5
3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
4	INTERVENTIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE	6
4.1	<i>CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNÉE</i>	6
4.2	<i>Nature et domaine de la mission de contrôle technique</i>	6
4.3	<i>Composition de la mission de contrôle technique.....</i>	7
4.4	<i>Incompatibilité.....</i>	7
5	CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1	<i>Identification des personnels du titulaire</i>	7
5.2	<i>Politique générale de sécurité des hospices civils de Lyon</i>	7
5.3	<i>Lutte contre le travail dissimulé.....</i>	8
5.4	<i>Confidentialité</i>	9
6	VERIFICATIONS ET ADMISSION.....	9
6.1	<i>Phases de réalisation des contrôles</i>	9
6.2	<i>Réception des prestations.....</i>	9
6.3	<i>Délais</i>	10
6.4	<i>PENALITES.....</i>	11
7	AVANCES	11
8	PRIX	11
8.1	<i>FORME DU MARCHÉ - CONTENU DES PRIX</i>	12
8.2	<i>variation des prix</i>	12
8.2.1	<i>Mois d'établissement du prix du marché</i>	12
8.2.2	<i>Choix de l'index de référence</i>	12
8.2.3	<i>Modalités et périodicité de la révision des prix</i>	12
9	MODALITES DE REGLEMENT.....	12

9.1	<i>acomptes</i>	12
9.1.1	Acomptes et fractionnement de la rémunération	12
9.1.2	Demandes de paiement	13
9.1.3	Décomptes.....	13
9.2	<i>Délai de paiement</i>	14
9.3	<i>Modalité de facturation – CHORUS PRO</i>	14
9.4	<i>Solde</i>	14
10	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES – PROLONGATION DU DELAI	14
10.1	<i>Travaux supplémentaires non imputables au contrôleur technique</i>	14
10.2	<i>Prolongation du délai d'exécution</i>	15
11	DROIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE CONCERNANT L'UTILISATION DES RESULTATS 15	
12	ASSURANCE	15
	ANNEXE 1 - RISQUES GENERAUX DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS	17

ANNEXE 2 – Operations de travaux Facturation HCL

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L. 111-23 du Code de la construction et de l'habitation en vue de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation de l'opération de :

HOSPICES CIVILS DE LYON

GROUPE HOSPITALIER NORD – HOPITAL DE LA CROIX ROUSSE

**CONCEPTION & CONSTRUCTION D'UN INSTITUT HOSPITALO UNIVERSITAIRE IHU EVEREST
OPERATION N° 24.0255**

L'intervention du contrôleur technique est conforme au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret N° 99-443 du 28 mai 1999 et ses annexes ainsi que les textes applicables en vigueur.

Le contrôleur technique bénéficie de l'agrément prévu à l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation, délivré par le ministre chargé de la construction. Cet agrément doit être valide.

1.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

La mission du contrôleur technique constitue un lot unique.

Le marché de conception réalisation comprend 2 tranches :

Tranches	Intitulé	Délai d'affermissement
Tranche ferme	La tranche ferme comprend l'intégralité du bâtiment dont une réserve foncière de 953m2 livrée vide	Sans objet
Tranche optionnelle	La tranche optionnelle comprend l'aménagement de la réserve foncière de 953m2	Décembre 2026

L'affermissement de la/les tranche(s) optionnelle(s) est subordonné à une décision du maître d'ouvrage qui peut intervenir dans les délais susvisés.

Lorsqu'une tranche optionnelle est affermée avec retard ou n'est pas affermée, aucune indemnité n'est due au titulaire.

1.3 DUREE DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG PI, la durée du marché s'étend de la date de l'ordre de service n° 1 émis après notification du marché jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement de la dernière sous opération.

Cette période peut être prolongée si l'ensemble des réserves sur les marchés des travaux n'ont pas été levées à son issue.

1.4 FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché simple à prix global et forfaitaire

1.5 DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par la réglementation, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public. Il convient toutefois, d'avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dans le cas où le titulaire sous-traite en partie la mission qui lui est confiée, il ne peut faire appel qu'à un autre contrôleur technique agréé au sens de l'article 10 de la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution. Les présentes dispositions ne font toutefois pas obstacle à ce que le paiement du sous-traitant soit directement effectué par le titulaire du marché, éteignant ainsi à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

Cette prescription ne vise pas le recours exceptionnel à des consultants techniques spécialisés.

Le présent marché pourra être résilié pour faute si le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance

1.6 PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet

2 INTERVENANTS

2.1 CONDUITE D'OPERATION

Il n'est pas prévu au titre de cette opération de mission de conduite d'opération au sens de la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique. Toutefois les prestations correspondantes sont assurées par la

**DIRECTION DES AFFAIRES TECHNIQUES
HOSPICES CIVILS DE LYON
49, rue Villon – CS 98297
69373 LYON cedex 08**

Désignée à cet effet sous le vocable le conducteur d'opération.

2.2 GROUPEMENT CHARGE DE LA CONCETION REALISATION

Le groupement d'opérateurs économiques titulaire du marché de conception réalisation.

2.3 COORDINATION - SECURITE

L'opération est classée en catégorie 1 au sens de l'article R 4532-1 du code du travail.

Le CSPS sera désigné ultérieurement.

2.4 ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage a confié une mission d'assistance à la société **A2MO**

2.5 COORDONNATEUR SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (CSSI)

La mission de coordination des systèmes de sécurité incendie est confiée à l'opérateur économique en cours de désignation

3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité. En cas de contradiction, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- **L'acte d'engagement et son annexe financière ;**
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :**
 - o Annexe 1 Risques généraux dans les établissements hospitaliers
 - o Operations de travaux_Facturation HCL
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)**
- **Programme architectural et technique détaillé**
- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.), Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.** Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- L'agrément ministériel du contrôleur technique - domaine d'agrément « A.1 Tous ouvrages du bâtiment pour toutes missions de contrôle : totalité des bâtiments ».
- La norme NF P 03-100 ;
- Le Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique, approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999.
- L'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG PI, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

4 INTERVENTIONS DU CONTROLEUR TECHNIQUE

4.1 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE

L'acheteur considère que la bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée dans l'acte d'engagement pour accomplir la mission.

En dérogation à l'article 3.4.3. et l'article (e) du 39.1 du CCAG PI, si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette mission, le titulaire doit immédiatement en aviser l'acheteur et prendre sans délai toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'acheteur.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. S'il récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer l'acheteur.

A défaut de désignation, ou en cas de récusation des remplaçants, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI.

4.2 NATURE ET DOMAINE DE LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

La mission de contrôle technique se définit par sa nature et son domaine d'intervention. La nature est caractérisée par le choix des aléas techniques dont la prévention est recherchée. Le domaine d'intervention est constitué par l'ensemble des ouvrages et éléments d'équipements sur lesquels porte la mission.

4.3 COMPOSITION DE LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

La détermination de la mission distingue la mission de base et les missions complémentaires selon le décret n° 99-443 du 28/05/1999.

Mission de base :

- **L** : relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
- **SEI** : relative à la sécurité des personnes dans les constructions (ERP)

Missions complémentaires :

- **LE** : relative à la solidité des existants ;
- **Av** : relative à la stabilité des ouvrages avoisinants ;
- **PS** : relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes ; ([Décret n° 2023-1173 du 12 décembre 2023](#) ; [Arrêté du 22 décembre 2023](#))
- **F** : relative au fonctionnement des installations ;
- **Pha** : relative à l'isolation acoustique (bâtiments autres qu'à usage d'habitation)
- **Th** : relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- **Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées et **attestation Hand** ([Arrêté du 26 décembre 2023](#));
- **P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- **Missions ENV** relatives à l'environnement ;
- **Mission HYSa** relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions ;
- **VIEL** : vérification initiale des installations électriques ; la viel comprendra plusieurs visites afin de constater les levées de réserves et d'aboutir à un rapport VIEL sans réserve.
- Mission continuité des ondes radioélectriques.
- Attestation du respect des règles relatives aux risques cycloniques, prévues à l'article L. 132-3, du code de la CCH

Le détail de la mission est contenu dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

4.4 INCOMPATIBILITE

La personne qui exercera la mission de Contrôleur Technique ne peut pas être chargée, dans le cadre de la même opération, de la fonction Coordonnateur sécurité.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des établissements hospitaliers (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

5.2 POLITIQUE GENERALE DE SECURITE DES HOSPICES CIVILS DE LYON

En application des textes en vigueur, les Hospices Civils de Lyon (HCL), se réservent le droit de requérir l'avis des autorités compétentes, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon.

A cette fin, les HCL exigent du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de 8 jours suivant la notification du marché la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations des Hospices Civils de Lyon comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession ;

- Le ou les lieux d'intervention du personnel titulaire du marché.

La liste est adressée au Département Prévention et Sécurité Générale (DPSG) des HCL par mail à l'adresse suivante avec accusé de lecture et de réception : dpsg.acces@chu-lyon.fr. Tout ou partie de la liste pourra être transmise par le DPSG des HCL aux autorités compétentes.

De même, en cas de modification de la liste initiale du personnel ou de son lieu d'affectation, le titulaire du marché s'engage à adresser une nouvelle liste intégrant les nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire devra notifier, conformément à la réglementation, à ses personnels que les HCL pourront solliciter l'avis des autorités compétentes pour leur autoriser l'accès aux bâtiments des HCL.

Les HCL se réservent le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par les autorités compétentes précise que ses caractéristiques sont « incompatibles ». Le titulaire du marché est alors informé par les HCL de cette situation dans les plus brefs délais et devra prendre les mesures qui s'imposent.

L'avis formulé par les autorités compétentes est valable pour une durée déterminée, généralement trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel les HCL ne solliciteront pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne.

Néanmoins, si les HCL détectent des changements radicaux de situation ou de comportement d'un personnel du titulaire du marché, les HCL solliciteront de nouveau les autorités compétentes pour une mise à jour de l'avis précédent.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute, dans les conditions du présent CCAP.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les Hospices Civils de Lyon par le Département Prévention et Sécurité Générale des HCL ou leurs représentants.

5.3 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire est tenu de fournir aux HCL, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre aux HCL sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, les HCL pourront résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

5.4 CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché au tort du titulaire en application de la clause de résiliation du marché visé au présente CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés par l'établissement hospitalier.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, toute technique, ou tout savoir-faire relatif à l'activité des établissements hospitaliers, qui lui sera communiqué de manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera d'engager la responsabilité du titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des HCL ou d'un tiers.

6 VERIFICATIONS ET ADMISSION

6.1 PHASES DE REALISATION DES CONTROLES

Le contrôleur technique réalise sa mission de prévention pour chacune de phases définies à l'article 11 du décret n° 99-443 relatif au CCTG applicables aux marchés publics de contrôle technique. Ces phases sont rappelées ci-dessous :

- Phase 1 : examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique ; 5 offres stade APS en phase d'appel d'offres.
- Phase 2 : examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants ; Cette phase est chronologiquement réalisée entre les études de conception et pendant les premiers mois de chantier. Elle peut toutefois commencer pendant la phase d'études de conception.
- Phase 3 : examen sur le chantier des ouvrages et éléments d'équipement (indissociables ou non) soumis au contrôle et formulation des avis correspondants ;
- Phase 4 : établissement du rapport final de contrôle technique avant la réception des travaux ;
- Phase 5 : examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

6.2 RECEPTION DES PRESTATIONS

Le présent article déroge aux articles 28.4, 28.5, 29.1, 29.2, 29.3 et 29.4 du CCAG PI.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché, conformément aux stipulations contractuelles.

L'acheteur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision. Il prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. Le cas échéant, la décision susvisée mentionne la date d'effet de l'admission.

Documents	Décisions d'admission
Rapport d'examen de l'APS	oui
Rapport d'examen de l'APD	oui
Rapport d'examen du CT du dossier de demande de permis, d'autorisation de travaux, de la notice de sécurité, de la notice d'accessibilité Hand	oui
Rapport d'examen du dossier d'étude de PRO/DCE	oui
Rapport d'examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants	non
Rapport d'examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation des avis correspondants	non
Rapport final de contrôle technique en vue de la réception et assistance de sécurité	oui

Toute remise de dossiers ou de documents par le titulaire du marché doit obligatoirement faire l'objet d'un accusé de réception daté, ou la plus tardive des dates figurant sur le document remis sera considérée comme date de remise.

6.3 DELAIS

En dérogation à l'article 16 du CCAG-P.I, hormis les prestations spécifiquement soumises à délai définies dans le tableau ci-dessous, **chaque avis** écrit du contrôleur technique doit être transmis dans les conditions prévues au CCTP dans un délai de **10 jours calendaires** à compter du fait générateur de cet avis (réception d'une question ou d'un document à examiner, tenue d'une réunion, visite de chantier, etc...).

Les délais mentionnés ci-dessous sont en jours calendaires.

Élément de mission	Début du délai	Délai
Phase Examen des documents de conception		
Examen de l'APS	Date de remise du dossier concerné au contrôleur technique	10 jours
Examen du dossier de demande de permis, d'autorisation de travaux, de la notice de sécurité, de la notice d'accessibilité Hand	Date de remise du dossier concerné au contrôleur technique	7 jours
Examen de l'APD	Date de remise du dossier concerné au contrôleur technique	10 jours
Examen du dossier d'étude de PRO/DCE	Date de remise du dossier concerné au contrôleur technique	10 jours
Phase Examen des documents d'exécution		
Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants	Date de remise du document concerné	7 jours
Phase Examen sur le chantier		
Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation des avis correspondants	Après passage sur chantier	3 jours
Phase Préalable à la réception		
Vérification initiale des installations électriques	Sans objet	Sans objet

Etablissement du rapport final de contrôle technique en vue de la réception et assistance de sécurité	Date des opérations préalables à la réception	14 jours
examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement		
Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement	Sans objet	Sans objet

6.4 PENALITES

En dérogation à l'article 14 du CCG-PI, toute carence du Titulaire (CT) pourra entraîner une pénalité définie ci-après et dont l'application est opérée par le maître d'ouvrage sur les décomptes intermédiaires ou final.

Les montants des pénalités sont fermes et non révisables et s'appliquent sur le montant du présent marché.

Pénalité forfaitaire par jour calendaire de retard dans la production des rapports et avis en phase conception et chantier, sauf précisions particulières	300 € HT
Pénalité forfaitaire par jour calendaire de retard dans la production des rapports initial de CT ou final de CT	300 € HT
Pénalité forfaitaire par jour calendaire de retard dans la production des docs nécessaires à la visite de la commission de sécurité	300 € HT
Absence à réunion à laquelle il a été convoquée ou conformément à la présence minimale demandée	300 € HT par fait constaté

Seuil d'exonération de la somme des pénalités	Néant
Montant maximal des pénalités	10% du montant du marché (y compris avenants)
En cas de réfaction, minimum appliqué	10% du montant de la phase

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations éventuellement modifié, est expiré.

7 AVANCES

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI, dès notification de l'acte prescrivant le démarrage, une avance pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R 2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

8 PRIX

8.1 FORME DU MARCHÉ - CONTENU DES PRIX

Le marché est passé à prix forfaitaire suivant la décomposition fixée en annexe à l'acte d'engagement.

Le montant du forfait de rémunération est réputé couvrir l'ensemble des frais engagés par le titulaire, pour couvrir l'intégralité de sa mission, en particulier participation aux réunions, déplacements, reprographie des documents définitifs et intermédiaires, fourniture des supports papier et informatique.

Le prix est établi en tenant compte des prescriptions du CCTP et des délais prévisibles de réalisation de l'ouvrage

8.2 VARIATION DES PRIX

8.2.1 Mois d'établissement du prix du marché

Le montant du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M_0 correspondant au mois de remise de l'offre finale indiquée dans l'acte d'engagement.

8.2.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie "ING".

8.2.3 Modalités et périodicité de la révision des prix

La périodicité de la révision est annuelle à la date d'anniversaire du marché, courant à compter de la date de notification du marché. Les prestations réalisées lors de la 1ère année de la vie du marché, ne sont pas révisées.

Les prestations réalisées à compter de la 2ème année de vie du marché seront révisées suivant la formule ci-dessous avec l'indice I_m définitif du mois de la date du premier anniversaire de la notification du marché sous réserve du respect du délai d'exécution contractuelle de l'élément de mission : si les prestations sont réalisées avec retard, du fait du titulaire, et en l'absence de prolongation dudit délai, la révision sera calculée en fonction de la date initiale d'exécution des prestations.

La révision prévue est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient c de révision donné par la formule :

$$c = 30\% + 70\% \frac{I_m}{I_0}$$

I_0 : Indice ingénierie du mois M_0

I_m : Indice ingénierie au mois de la date anniversaire de la notification du marché

Les prestations exécutées les années suivantes obéissent au même principe.

9 MODALITES DE REGLEMENT

9.1 ACOMPTES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11-2 à 11-5 et 12 du CCAG PI.

9.1.1 Acomptes et fractionnement de la rémunération

Le fractionnement de la rémunération et la date d'exigibilité des acomptes seront réalisés comme suit :

Elément de mission	Exigibilité	Modalités de fractionnement de l'acompte
Phase Examen des documents de conception		
Examen de l'APS	Remise du rapport d'examen	Acompte unique

Examen du dossier de demande de permis, d'autorisation de travaux, de la notice de sécurité, de la notice d'accessibilité (Hand)	Remise du rapport d'examen	Acompte unique
Examen de l'APD	Remise du rapport d'examen	Acompte unique
Examen du dossier de PRO /DCE	Remise du rapport initial	Acompte unique
Phase Examen des documents d'exécution		
Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants	Sans objet	Acomptes mensuels au prorata de la durée de travaux de la tranche de travaux considérée
Phase Examen sur le chantier		
Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle et formulation des avis correspondants	Sans objet	Acomptes mensuels au prorata de la durée de travaux de la tranche de travaux considérée
Phase Préalable à la réception		
Vérification initiale des installations électriques	Remise du rapport	Acompte unique
Etablissement du rapport final de contrôle technique en vue de la réception et assistance commission sécurité et accessibilité	Date de la décision de levée de réserves ou décision spécifique du maître d'ouvrage	Acompte unique
Phase Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement		
Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement	fin du délai de garantie de parfait achèvement	Acompte unique

9.1.2 Demandes de paiement

Les demandes d'acomptes seront présentées par le titulaire sous forme de projet de décomptes établissant pour le montant, en prix de base et hors T.V.A., les sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'exécution de sa mission.

Les projets de décompte servent de base à l'établissement des décomptes par la maîtrise d'ouvrage.

9.1.3 Décomptes

La maîtrise d'ouvrage vérifie les projets de décomptes et y applique, en tant que de besoin, les pénalités ou retenues éventuelles. Les projets de décompte ainsi complétés deviennent alors les décomptes.

9.1.3.1 Intervalles entre deux acomptes successifs

L'intervalle entre deux acomptes successifs sera déterminé par l'échéancier des acomptes.

9.1.3.2 Décompte final

Le projet de décompte final établi par le prestataire est accepté ou rectifié par la Maîtrise d'ouvrage qui dresse alors le décompte final en faisant ressortir les éléments suivants :

- le montant initial de la rémunération mentionné au projet de décompte final ;
- les pénalités éventuelles ;
- la rémunération, en prix de base, hors T.V.A., due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission. Cette rémunération qui est la différence entre les deux postes ci-dessus constitue le décompte final.

9.1.3.3 Solde

La maîtrise d'ouvrage détermine le montant du solde :

- en faisant la différence entre le décompte final et le décompte précédent ;
- en ajoutant à ce total l'incidence de la T.V.A.

9.1.3.4 Décompte général

La maîtrise d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final revêtu de la signature sans réserve de l'autorité compétente responsable du marché
- la récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du décompte général doit être notifié au titulaire du marché quarante-cinq jours au plus tard après la date d'acceptation du décompte final.

Les réclamations éventuelles sur un décompte doivent être présentées dans les conditions définies à l'article 11.8 du C.C.A.G. P.I.

9.2 DELAI DE PAIEMENT

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai maximum de **50 jours**.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature,
- Révision, modification des prix...

et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence....)

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par le décret 2010-269 du 29 mars 2013.

9.3 MODALITE DE FACTURATION – CHORUS PRO

Le titulaire envoie ses demandes de paiement obligatoirement **via la plateforme CHORUS PRO** selon l'annexe du présent CCAP.

9.4 SOLDE

Après achèvement de la mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement pour solde conformément au CCAG-PI, et selon les modèles de décompte général et de projet d'état du solde fournis par le maître d'ouvrage

10 TRAVAUX COMPLEMENTAIRES – PROLONGATION DU DELAI

10.1 TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES NON IMPUTABLES AU CONTROLEUR TECHNIQUE

Dans la mesure où des travaux supplémentaires, non imputables au titulaire et demandés en cours de chantier par le maître d'ouvrage conduiraient à un dépassement inférieur à 10% du montant en prix de base des travaux prévus dans les marchés initiaux, le titulaire ne pourra pas demander un réajustement du forfait de rémunération.

Dans le cas, où des travaux supplémentaires, non imputables au titulaire et demandés en cours de chantier par le maître d'ouvrage conduiraient à un dépassement de plus de 10% du montant en prix de base des travaux prévus dans les marchés initiaux, le titulaire pourra demander un réajustement du forfait de rémunération. Ce réajustement ne pourra pas présenter de caractère d'automatisme. Il devra être justifié par un mémoire de frais complémentaires réels. En tout état de cause, les modifications du forfait de rémunération du titulaire résultant des dispositions du présent article feront l'objet d'un avenant après négociation entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

10.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Dans la mesure où une variation du délai d'exécution des travaux non imputable au titulaire, et décidée en cours de chantier par le maître d'ouvrage conduirait à une variation inférieure à 10% du délai d'exécution prévu dans le marché initial, il ne pourra être procédé à un réajustement du forfait de rémunération.

Dans le cas, où une variation du délai d'exécution des travaux non imputable au titulaire, et décidée en cours de chantier par le maître d'ouvrage conduirait à une variation de plus de 10% du délai d'exécution prévu dans le marché initial, il pourra être procédé à un réajustement du forfait de rémunération. Ce réajustement ne pourra pas présenter de caractère d'automatisme. Dans le cas d'une prolongation du délai, il devra être justifié par un mémoire de frais complémentaires réels. En tout état de cause, les modifications du forfait de rémunération du titulaire résultant des dispositions du présent article feront l'objet d'un avenant après négociation entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

11 DROIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE CONCERNANT L'UTILISATION DES RESULTATS

En dérogation à l'article 25 du CCAG-PI, les dispositions de ne sont pas applicables au présent contrat.

Les livrables dus au titre présent marché ne sont pas grevés de droits de propriété intellectuelle.

12 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241.1 du code des assurances, et qu'à la signature du marché, il est à jour du paiement de ces primes.

Les attestations d'assurance devront être fournies en original ou certifiées conformes par la compagnie d'assurance au début de la mission.

La même justification sera produite par le titulaire à la date d'ouverture du chantier, sans nouvelle demande préalable du maître d'ouvrage.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché au frais et risques du titulaire.

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au marché dans les conditions prévues à l'article 37 du CCAG PI,
- soit pour événements liés au marché dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG PI,
- soit pour faute du titulaire :
 - dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI;
 - en cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
 - en cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 5.4 - *Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG PI, il ne sera pas accordé d'indemnité au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

ANNEXE 1 - RISQUES GENERAUX DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les établissements hospitaliers sont des lieux ouverts au public. A ce titre, il est rappelé aux intervenants extérieurs que les risques d'accidents, nés de la coopération de plusieurs entreprises sur un même site tels que mentionnés dans le décret du 20 février 1992, sont considérablement amplifiés du fait de la présence permanente de patients dont les capacités d'action sont souvent réduites, voire inexistantes.

Leur présence génère :

- La nécessité de protections particulières pour les préserver de tout risque
- Le respect de la continuité du service public qui peut rendre impropres les mesures de sécurité habituellement prises dans des contextes strictement privés (Ex : suspension d'activité le temps des travaux).
- Il est donc demandé aux intervenants extérieurs d'apporter **la plus grande vigilance** dans l'exercice de la mission qui leur est confiée notamment vis-à-vis :
 - Des patients hospitalisés, valides, alités, à mobilité réduite, ou assistés (assistance respiratoire...),
 - Des visiteurs,
 - Des autres prestataires extérieurs.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES PRESENTS EN MILIEU HOSPITALIER

Risques liés aux circulations :

Circulation, parfois intense, de véhicules :

- Véhicules **PRIORITAIRES** des urgences comme les pompiers, SMUR, SAMU,
- Transports sanitaires,
- Véhicules publics ou privés,
- Véhicules de transport de marchandises,
- Cycles.

Circulation de piétons : personnels, patients à mobilité et/ou à vision réduite, en fauteuil roulant, en lits, en brancard, personnes âgées et enfants.

Risques liés à la chimie, biologie et radiologie :

- Présence de produits chimiques, inflammables, explosifs, toxiques ou corrosifs en particulier dans les laboratoires et les pharmacies.
- Présence de produits pharmaceutiques dans les pharmacies, dans les unités de soins et les unités d'explorations fonctionnelles.
- Présence d'agents pathogènes, virus, bactéries, matières souillées, ... dans les unités de soins et laboratoires
- Rayonnement ionisants provoqués par des sources radioactives ou par des appareils générateurs de rayonnement (équipements de radiologie, ...) dans les services de radiologie et de radiothérapie.

Risques liés à la présence de matériels en fonctionnement :

- Appareillages médicaux (autoclave, centrifugeuse, ...) dans les unités de stérilisation.

- Installations et réseaux multiples (électricité, eaux, vapeur, aspiration médicale, gaz médicaux) dans l'ensemble des locaux.
- Générateurs ou sous-station de production d'énergie électrique, de vapeur, de chaleur, de gaz médicaux dont les locaux techniques sont généralement répartis sur l'ensemble de l'établissement.

Risques liés à la présence d'installations particulières :

- Buanderie,
- Cuisine,
- Ateliers d'entretien,
- Stockages de gaz médicaux, fioul, essence,
- Laboratoires d'analyse ou de recherche.

Risques liés à des interférences entre équipements techniques :

- Certains matériels à proximité des appareils à Résonance Magnétique
- Interférences hertziennes

Ex : le téléphone mobile à cellule